

Bulletin Investissements privés et publics, Québec et ses régions

Perspectives 2007

ÉCONOMIE

Juin 2007

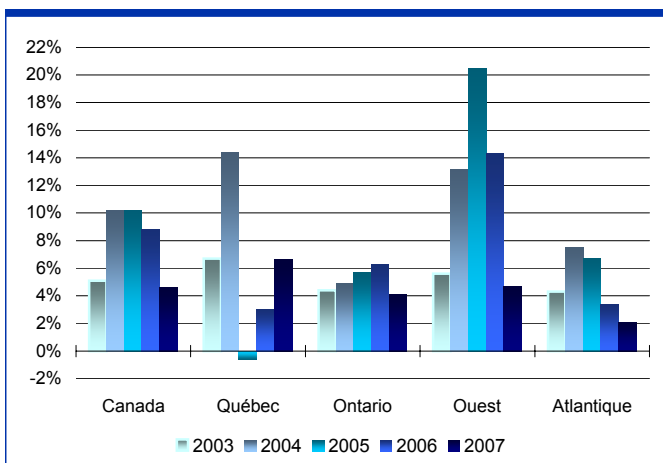
En bref

- *Le Québec, 3^e au Canada en ce qui concerne la hausse des investissements*
- *Secteur de la fabrication : retour de la croissance*
- *Recul de la part relative des investissements privés*
- *La région administrative de Montréal récolte la plus faible part des dépenses en immobilisation dans le PIB*
- *Croissance prévue de 5,7 % pour la RMR de Montréal*

INVESTISSEMENTS AU QUÉBEC ET DANS D'AUTRES PROVINCES

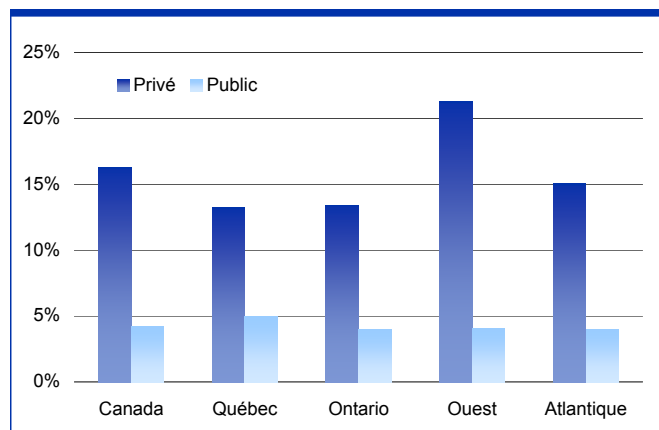
Selon les dernières perspectives, les investissements privés et publics en construction et en machines et équipement affichent une croissance de 6,6 % en 2007. Cela place le Québec au troisième rang des provinces et territoires, derrière le Nouveau-Brunswick (12,7 %) et le Manitoba (11,3 %), alors que la croissance canadienne s'établit à 4,6 % (figure 1). Ces perspectives sont bien accueillies d'autant plus que le Québec était à la queue du peloton au chapitre de l'augmentation des investissements au cours des deux années précédentes. Les provinces de l'Ouest (excepté le Manitoba) effectuent un retour à une croissance plus modérée après trois années de forte progression.

Figure 1
Variation annuelle des investissements, par région canadienne, 2003-2007



La part des dépenses en immobilisation du secteur privé dans le produit intérieur brut (PIB) est plus faible au Québec et en Ontario que dans l'ensemble du Canada. Les provinces de l'Ouest détiennent la proportion la plus élevée (figure 2) du fait que leur économie est basée largement sur des industries intenses en capital (comme l'extraction de pétrole et de gaz). Leur part des investissements dans le PIB est donc plus élevée. En ce qui concerne la part des dépenses en immobilisation du secteur public dans le PIB, le Québec occupe la première place.

Figure 2
Part relative des investissements dans le PIB, par secteur et région canadienne, 2007



INVESTISSEMENTS AU QUÉBEC

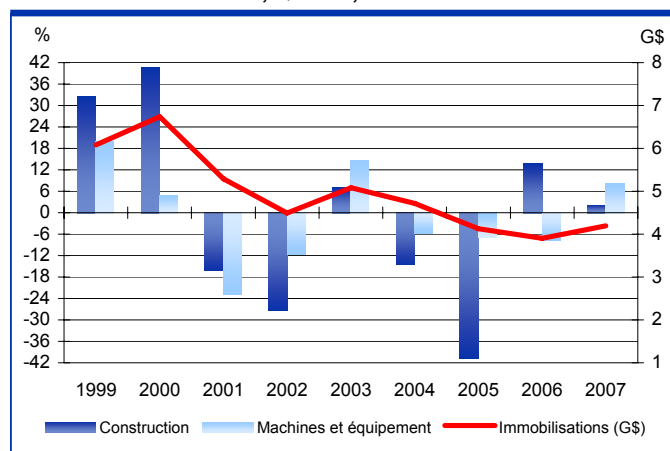
La hausse est plus marquée pour les dépenses en construction (9,1 %) que pour les dépenses en machines et équipement (2,6 %). Cela est une conséquence de la poussée des dépenses en immobilisation de l'administration publique et de l'exploration minière qui se traduisent davantage en construction qu'en machines et équipement.

L'augmentation des investissements du secteur primaire (+ 27,6 %) est largement dominée par le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz pour lequel on prévoit des dépenses en immobilisation de 1,2 milliard en 2007, soit une hausse appréciable de 48,7 %.

Le secteur de la fabrication (+ 7,3 %) renoue avec la croissance en 2007, après avoir enregistré une baisse en 2005 et en 2006 (figure 3). Ce regain s'exprime davantage en machines et équipement (8,2 %) qu'en construction (2,1 %). Cela porte à croire que les entreprises manufacturières québécoises commencent à profiter de la hausse marquée de la devise canadienne pour renouveler et moderniser leur équipement, ce qui pourrait se traduire, si le mouvement se maintient, par des gains de productivité dans ce secteur.

Figure 3

Variation annuelle par type d'actif et dépenses en immobilisation, secteur de la fabrication, Québec, 1999-2007



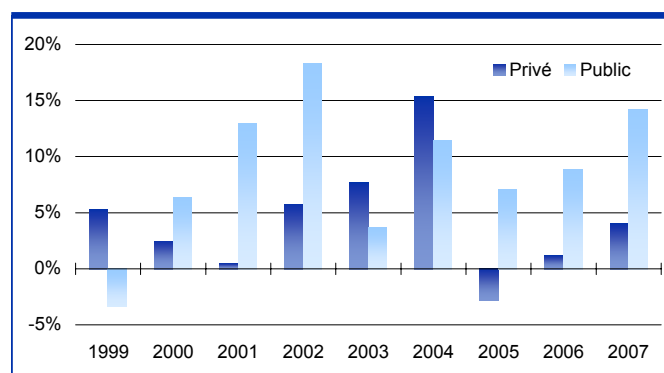
Le secteur tertiaire (+ 9,1 %) connaît lui aussi une bonne progression. Mais, contrairement à la fabrication, elle est essentiellement due à la construction (+ 18,7 %) tandis que les dépenses en machines et équipement (+ 0,1 %) stagnent. Les secteurs de l'administration publique (+ 23,1 %), des services immobiliers et services de location et de location à bail (+ 22,2 %), de même que celui du transport et de l'entreposage (+16,3 %) se distinguent par une hausse.

Le secteur du logement marque le pas pour une troisième année de suite. Les perspectives de 2007 indiquent une croissance de 0,7 %. Les dépenses en immobilisation de ce secteur sont demeurées pratiquement au même niveau depuis 2004.

En 2007, la hausse prévue des dépenses en immobilisation du secteur public (14,2 %) devance celle du secteur privé (4,0 %). Au cours des neuf dernières années, la croissance des investissements du secteur public a surpassé celle du secteur privé à six reprises (figure 4). Ainsi, la part des investissements privés a régressé entre 1998 (77,9 %) et 2007 (72,5 %). Les dépenses du secteur public comprennent non seulement celles des gouvernements fédéral, provincial et locaux, mais aussi celles des réseaux de l'éducation et de la santé ainsi que celles des entreprises publiques.

Figure 4

Variation annuelle des investissements, par secteur, Québec, 1999-2007



INVESTISSEMENTS DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

En 2007, les investissements augmentent dans toutes les régions excepté le Bas-Saint-Laurent et la Chaudière-Appalaches. En termes de croissance relative, trois régions se situent dans le peloton de tête : la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (51,6 %), le Nord-du-Québec (29,5 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (24,0 %). En valeur absolue, le Nord-du-Québec (+ 754 M\$) se classe deuxième derrière Montréal (+ 849 M\$), alors que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 193 M\$) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 184 M\$) arrivent loin derrière en septième et huitième place.

Sur une plus longue période, les régions du Nord-du-Québec (52,8 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (16,2 %), de la Mauricie (15,7 %) et de Laval (12,6 %)

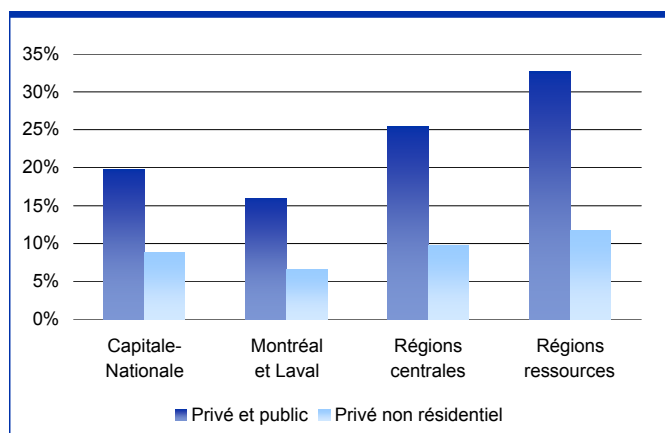
sont celles qui ont connu les plus fortes croissances moyennes, de 2003 à 2007. Durant cette période, la proportion des dépenses en immobilisation attribuée à la région de Montréal a diminué, de 25,7 % à 22,2 %, tandis que celle du Nord-du-Québec a bondi de 1,4 % à 6,1 %.

En 2007, les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec se distinguent par la croissance des dépenses du secteur primaire sous l'effet de l'exploration minière. Les régions de Montréal, de Laval et de l'Estrie connaissent une bonne progression dans le secteur secondaire, tandis que les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Nord-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue, des Laurentides et du Saguenay-Lac-Saint-Jean performant dans le secteur tertiaire.

La part des dépenses en immobilisation dans le PIB est plus faible à Montréal et à Laval que dans le reste du Québec (figure 5). Cette proportion est aussi plus faible dans les régions centrales que dans les régions ressources, en raison de certaines différences dans leur structure économique. Les investissements des régions ressources sont fortement basés sur des industries inten-

Figure 5

Part relative des investissements dans le PIB, par secteur et région administrative, Québec, 2007



ses en capital, telles que la production et le transport d'électricité. Parallèlement, certaines régions centrales profitent d'une croissance démographique qui se répercute sur le secteur du logement. Lorsque l'on ne tient compte que des investissements privés non résidentiels, c'est-à-dire que l'on exclut les dépenses du secteur du logement, des gouvernements et des entreprises publiques, les différences régionales demeurent mais sont fortement atténuées.

INVESTISSEMENTS DANS LA RMR DE MONTRÉAL

Les dépenses en immobilisation de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal affichent une croissance prévue de 5,7 % en 2007, davantage tributaire du secteur public (17,1 %) que du secteur privé (2,8 %). La progression est plus soutenue dans le secteur secondaire (12,2 %) que dans le secteur tertiaire (8,1 %), tandis que le secteur primaire accuse une faible diminution de 0,2 %. La part du secteur primaire représente moins de 1,0 % des dépenses en immobilisation de la RMR de Montréal, le secteur secondaire, 9,7 %, le secteur tertiaire, 55,1 % et le logement, 34,6 %.

Depuis 2004, les dépenses en immobilisation de la RMR de Montréal ont évolué à un rythme annuel moyen de 0,7 %. Le secteur public a progressé de 4,0 %, tandis que le secteur privé a décliné en moyenne de 0,2 %. En 2004, la RMR de Montréal détenait 48,1 % des dépenses en immobilisation québécoises, contre 45,2 % en 2007.

Ces conclusions découlent du traitement, par l'Institut de la statistique du Québec, des résultats de la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions des investisseurs privés et publics au Canada.

Pour plus de renseignements :



Dominique Bois

Direction des statistiques économiques et sociales
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage,
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2411 poste 3182
Courriel : dominique.bois@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
2^e trimestre 2007
ISSN 1911-1452 (imprimé)
ISSN 1715-6645 (en ligne)

**Institut
de la statistique
Québec**



Tableau 1
Dépenses comparatives des investissements et du PIB, par région canadienne, 1998-2007

Région canadienne	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ¹	2007 ²	TCAM
	M\$										%
Terre-Neuve-et-Labrador											
Investissements	2 825	3 611	3 399	3 371	3 361	3 712	4 243	4 576	4 530	4 185	4,5
PIB	11 176	12 184	13 922	14 179	16 457	18 186	19 473	21 486	24 897	24 797	9,3
Île-du-Prince-Édouard											
Investissements	494	549	596	616	639	677	724	759	788	818	5,8
PIB	2 981	3 159	3 366	3 431	3 701	3 806	4 027	4 169	4 332	4 527	4,8
Nouvelle-Écosse											
Investissements	4 340	5 296	4 711	5 187	5 890	5 654	5 697	6 005	6 350	6 389	4,4
PIB	21 401	23 059	24 658	25 909	27 082	28 801	29 859	31 344	31 966	33 373	5,1
Nouveau-Brunswick											
Investissements	3 111	3 979	4 087	3 493	3 549	3 980	4 405	4 743	4 958	5 586	6,7
PIB	17 633	19 041	20 085	20 684	21 169	22 346	23 487	24 162	25 221	26 583	4,7
Québec											
Investissements	33 130	35 346	36 487	37 559	40 743	43 485	49 767	49 470	50 968	54 351	5,7
PIB	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 626	262 988	273 588	284 158	298 366	4,8
Ontario											
Investissements	63 943	69 628	72 439	76 089	78 733	82 226	86 278	91 215	96 968	100 907	5,2
PIB	377 897	409 020	440 759	453 701	477 763	493 219	517 608	537 657	556 282	582 427	4,9
Manitoba											
Investissements	5 055	5 416	5 520	5 803	6 013	6 163	6 699	6 836	7 807	8 687	6,2
PIB	30 972	31 966	34 057	35 157	36 559	37 420	39 825	41 681	44 757	46 861	4,7
Saskatchewan											
Investissements	6 620	6 857	7 093	7 136	6 760	7 242	7 467	8 878	9 650	9 781	4,4
PIB	29 550	30 778	33 828	33 127	34 343	36 583	40 021	42 897	45 051	47 709	5,5
Alberta											
Investissements	33 254	31 684	37 474	42 238	42 644	44 744	50 808	65 034	75 266	79 195	10,1
PIB	107 439	117 080	144 789	151 274	150 594	170 300	188 865	218 433	235 593	255 147	10,1
Colombie-Britannique											
Investissements	20 819	21 152	21 799	23 414	23 732	25 434	29 665	33 254	37 576	38 748	7,1
PIB	115 641	120 921	131 333	133 514	138 193	145 763	157 540	168 855	179 701	189 944	5,7
Yukon											
Investissements	214	272	249	286	298	353	419	518	485	475	9,3
PIB	1 087	1 085	1 190	1 259	1 254	1 302	1 404	1 521	1 596	..	..
Territoires du Nord-Ouest											
Investissements	977	554	824	1 401	1 350	817	1 248	1 469	1 506	1 589	5,5
PIB	2 652	2 292	2 515	2 972	3 033	3 691	4 245	4 121	4 103	..	..
Nunavut											
Investissements	...	266	247	277	268	362	462	469	432	395	...
PIB	...	747	834	876	951	992	1 073	1 113	1 213	..	...
Canada											
Investissements	174 783	184 609	194 926	206 871	213 979	224 850	247 882	273 225	297 283	311 105	6,6
PIB	914 973	982 441	1 076 577	1 108 048	1 152 905	1 213 408	1 290 788	1 371 425	1 439 291	1 518 452	5,8

TCAM : taux de croissance annuel moyen 2007/1998; ... : donnée non disponible; ... : n'ayant pas lieu de figurer.

1. Données provisoires.

2. Perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*; *Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles provisoires 2006*;

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles, 1^{er} trimestre 2007.

Conférence Board du Canada, prévisions de croissance du 19 avril 2007.

Tableau 2

Dépenses d'investissement selon l'industrie, le type d'actif et le secteur, Québec, 1998-2007

	Unité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ¹	2007 ²	TCAM
TOTAL	M\$	33 130	35 346	36 487	37 559	40 743	43 485	49 767	49 469	50 968	54 351	
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	5,7
INDUSTRIE												
Primaire	M\$	1 675	2 006	2 098	1 666	1 530	1 303	1 351	1 416	1 498	1 906	
	%	5,1	5,7	5,7	4,4	3,8	3,0	2,7	2,9	2,9	3,5	1,4
Secondaire	M\$	5 486	6 658	7 390	5 989	5 343	6 026	5 799	5 228	5 019	5 391	
	%	16,6	18,8	20,3	15,9	13,1	13,9	11,7	10,6	9,8	9,9	-0,2
Tertiaire	M\$	18 918	19 226	19 185	20 462	21 626	21 848	25 381	25 748	27 328	29 819	
	%	57,1	54,4	52,6	54,5	53,1	50,2	51,0	52,0	53,6	54,9	5,2
Logement	M\$	7 051	7 456	7 814	9 442	12 244	14 309	17 237	17 078	17 123	17 235	
	%	21,3	21,1	21,4	25,1	30,1	32,9	34,6	34,5	33,6	31,7	10,4
TYPE D'ACTIF												
Construction	M\$	16 794	16 259	17 690	19 770	23 567	26 354	30 822	30 772	31 911	34 801	
	%	50,7	46,0	48,5	52,6	57,8	60,6	61,9	62,2	62,6	64,0	8,4
Machines et équipement	M\$	16 336	19 086	18 797	17 789	17 176	17 131	18 945	18 697	19 056	19 550	
	%	49,3	54,0	51,5	47,4	42,2	39,4	38,1	37,8	37,4	36,0	2,0
SECTEUR												
Secteur privé	M\$	25 818	28 523	29 228	29 358	31 040	33 423	38 553	37 463	37 899	39 420	
	%	77,9	80,7	80,1	78,2	76,2	76,9	77,5	75,7	74,4	72,5	4,8
Secteur public	M\$	7 313	6 823	7 259	8 201	9 703	10 063	11 214	12 006	13 069	14 931	
	%	22,1	19,3	19,9	21,8	23,8	23,1	22,5	24,3	25,6	27,5	8,3
Administration publique	M\$	4 747	4 707	4 838	5 345	6 168	6 222	6 780	7 578	7 945	9 230	
	%	14,3	13,3	13,3	14,2	15,1	14,3	13,6	15,3	15,6	17,0	7,7
Entreprises publiques	M\$	2 566	2 115	2 421	2 855	3 535	3 841	4 433	4 429	5 124	5 701	
	%	7,7	6,0	6,6	7,6	8,7	8,8	8,9	9,0	10,1	10,5	9,3

TCAM : taux de croissance annuel moyen 2007/1998.

1. Données provisoires.

2. Perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation des régions administratives, par industrie et par secteur, Québec, perspectives 2007

Région administrative	Unité	Industrie				Total	Secteur	
		Primaire	Secondaire	Tertiaire	Logement		Privé	Public
Bas-Saint-Laurent	k\$	51 372	88 919	547 800	237 613	925 705	641 914	283 791
	Part relative (%)	5,5	9,6	59,2	25,7	100,0	69,3	30,7
	Variation 2007/2006 (%)	7,1	12,2	-16,7		-9,3	-15,4	8,2
Saguenay– Lac-Saint-Jean	k\$	68 056	290 769	1 381 474	374 192	2 114 492	1 038 782	1 075 710
	Part relative (%)	3,2	13,8	65,3	17,7	100,0	49,1	50,9
	Variation 2007/2006 (%)	23,1	8,0	11,8		9,5	4,5	14,7
Capitale-Nationale	k\$	15 053	253 152	3 143 730	1 297 146	4 709 081	3 397 985	1 311 096
	Part relative (%)	0,3	5,4	66,8	27,5	100,0	72,2	27,8
	Variation 2007/2006 (%)	1,8	3,8	14,4		9,6	14,3	-0,9
Mauricie	k\$	25 465	178 034	1 244 234	482 739	1 930 472	1 174 003	756 469
	Part relative (%)	1,3	9,2	64,5	25,0	100,0	60,8	39,2
	Variation 2007/2006 (%)	0,5	8,4	6,3		4,9	2,0	9,8
Estrie	k\$	64 250	387 802	958 352	691 357	2 101 761	1 680 033	421 729
	Part relative (%)	3,1	18,5	45,6	32,9	100,0	79,9	20,1
	Variation 2007/2006 (%)	2,3	73,2	13,2		15,5	11,0	37,4
Montréal	k\$	10 867	1 507 803	8 127 587	2 437 176	12 083 433	8 440 423	3 643 010
	Part relative (%)	0,1	12,5	67,3	20,2	100,0	69,9	30,1
	Variation 2007/2006 (%)	0,2	23,7	7,2		7,6	4,0	16,9
Outaouais	k\$	20 267	70 956	895 544	1 012 833	1 999 600	1 486 239	513 361
	Part relative (%)	1,0	3,5	44,8	50,7	100,0	74,3	25,7
	Variation 2007/2006 (%)	3,1	7,8	1,7		1,4	-0,7	8,1
Abitibi- Témiscamingue	k\$	425 844	89 394	307 212	129 445	951 896	802 202	149 694
	Part relative (%)	44,7	9,4	32,3	13,6	100,0	84,3	15,7
	Variation 2007/2006 (%)	44,5	5,2	18,6		24,0	23,9	25,0
Côte-Nord	k\$	303 456	123 693	343 263	88 019	858 432	643 775	214 657
	Part relative (%)	35,4	14,4	40,0	10,3	100,0	75,0	25,0
	Variation 2007/2006 (%)	48,1	45,0	-24,0		3,5	21,5	-28,4
Nord-du-Québec	k\$	451 058	18 948	2 829 003	11 992	3 311 000	497 018	2 813 983
	Part relative (%)	13,6	0,6	85,4	0,4	100,0	15,0	85,0
	Variation 2007/2006 (%)	49,3	-12,4	27,4		29,5	42,4	27,5
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	k\$	23 706	13 780	414 711	114 952	567 150	428 212	138 937
	Part relative (%)	4,2	2,4	73,1	20,3	100,0	75,5	24,5
	Variation 2007/2006 (%)	25,0	5,8	82,0		51,6	62,2	26,2
Chaudière- Appalaches	k\$	128 093	486 390	902 718	712 005	2 229 206	1 842 509	386 696
	Part relative (%)	5,7	21,8	40,5	31,9	100,0	82,7	17,3
	Variation 2007/2006 (%)	3,3	-12,8	-11,8		-7,6	-2,3	-26,7
Laval	k\$	4 440	195 829	1 251 919	1 203 336	2 655 524	2 228 036	427 488
	Part relative (%)	0,2	7,4	47,1	45,3	100,0	83,9	16,1
	Variation 2007/2006 (%)	0,2	30,6	1,7		2,9	4,3	-3,7
Lanaudière	k\$	47 441	177 174	864 690	1 691 489	2 780 793	2 476 636	304 157
	Part relative (%)	1,7	6,4	31,1	60,8	100,0	89,1	10,9
	Variation 2007/2006 (%)	0,1	-12,0	6,6		1,5	-0,6	21,7
Laurentides	k\$	40 354	236 266	1 401 618	2 385 180	4 063 417	3 558 133	505 284
	Part relative (%)	1,0	5,8	34,5	58,7	100,0	87,6	12,4
	Variation 2007/2006 (%)	4,1	2,6	16,9		5,9	3,3	28,3
Montérégie	k\$	156 258	1 027 733	4 765 818	3 884 654	9 834 463	8 042 781	1 791 682
	Part relative (%)	1,6	10,5	48,5	39,5	100,0	81,8	18,2
	Variation 2007/2006 (%)	0,6	-11,7	9,6		3,2	-0,6	24,5
Centre-du-Québec	k\$	70 119	244 058	439 392	480 772	1 234 341	1 041 571	192 770
	Part relative (%)	5,7	19,8	35,6	38,9	100,0	84,4	15,6
	Variation 2007/2006 (%)	0,1	-0,5	2,1		0,9	-1,2	14,1
Total du Québec	k\$	1 906 200	5 390 700	29 819 200	17 234 900	54 351 000	39 420 487	14 930 513
	Part relative (%)	3,5	9,9	54,9	31,7	100,0	72,5	27,5
	Variation 2007/2006 (%)	27,3	7,4	9,1		6,6	4,0	14,2

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.